

Contre les ordonnances et toutes les attaques : **Trois tours de chauffe... Et maintenant ?**

Jeudi dernier, à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires, entre 132 000 (selon la police) et 223 000 manifestants ont défilé dans le pays contre les ordonnances signées vendredi par Macron. C'est moins que le 12 septembre à l'appel des mêmes organisations. Mais, samedi, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont à nouveau défilé dans Paris, profitant de l'appel de Mélenchon pour prolonger les deux autres journées.

Gouvernement et patronat prétendent qu'il faut supprimer les obstacles aux licenciements pour, disent-ils, mieux embaucher : ils se fichent ouvertement de nous ! Les patrons licenciaient déjà à tour de bras, ce sera désormais encore plus simple et, même s'ils sont en tort, cela ne leur coûtera plus grand-chose avec le plafonnement des indemnités prud'homales. Ils pourront « consulter » les salariés pour leur faire accepter de travailler davantage, de gagner moins. Le refus individuel de voir son contrat de travail modifié sera un motif de licenciement. Pourquoi voudriez-vous que les patrons ne se frottent pas les mains ?

Il n'y a pas que les ordonnances. Le gouvernement a déjà décidé de licencier 150 000 travailleurs précaires parmi les contrats dits aidés. Personne dans les classes populaires n'est épargné. La baisse des APL de 5 euros par mois pour tous pourrait grimper jusqu'à 50 ou 60 euros par mois, peut-être même 70, dans le parc HLM.

Macron veut saucissonner les luttes

Macron a tenu à affirmer qu'il maintiendrait son cap pro-patronal en annonçant, entre autres, une remise en cause des régimes de retraite des fonctionnaires et des cheminots. On ne doute pas qu'il a l'intention d'essayer. Mais, au-delà des postures va-t-en-guerre contre le monde du travail, il faut bien comprendre qu'il craint la convergence de nos luttes. En annonçant aux fonctionnaires et aux cheminots qu'il les attaquera dans quelques mois, il espère surtout qu'ils vont désertier les luttes d'aujourd'hui pour se préparer à lutter plus tard.

C'est évidemment un piège : nous perdrons à coup sûr s'il réussissait à saucissonner nos luttes.

Alors qu'à l'inverse, si nous faisons reculer le gouvernement maintenant, il remballera le reste. C'est possible : Juppé en 1995, bien que « droit dans ses bottes », avait cédé sur les retraites face à la colère des cheminots ; Villepin, en 2006, avait annulé sa loi sur le CPE, pourtant promulguée, face aux réactions de la rue, en particulier des jeunes.

Construire une riposte générale

Les différentes confédérations syndicales ont des objectifs propres et se présentent en ordre dispersé. Mélenchon, lui, a des visées politiques personnelles évidentes. Aucun plan de mobilisation n'apparaît clairement.

Mais les manifestations des 12, 21 et 23 septembre, chacune dans son genre, ont tout de même contribué à une mobilisation qui peut encore aller vers un mouvement d'ensemble. À condition de nous en mêler nous-mêmes. En commençant par nous servir des appels existants.

Lundi 25, ce sont les routiers, le 10 octobre, les fonctionnaires à l'appel cette fois de tous leurs syndicats – on se demande d'ailleurs pourquoi un appel séparé, les fonctionnaires connaissant des problèmes semblables à ceux de tous les salariés.

Tous ces appels, quelle qu'en soit la forme, peuvent être un point d'appui pour construire un mouvement d'ensemble qui aille vers de vraies grèves se rejoignant pour devenir massives et toucher les patrons au porte-monnaie.

À nous d'imposer un rythme plus soutenu de mobilisation en participant à tout ce qui est prévu dans les prochains jours. En particulier, il faudrait faire du 10 octobre une nouvelle journée interprofessionnelle et pas seulement une journée de grève des fonctionnaires.

Lettres invisibles

Mais où sont passées les « Lettres de transparence » 2017 ? Ces lettres, qui font le bilan des augmentations et des primes individuelles de l'année et donnent les salaires médians ou moyens des ETAM et des Cadres, sont envoyées par mail d'habitude début juillet. Cette année, elles se sont cachées dans les tréfonds de l'intranet Renault, sur mavie@renault. Encore faut-il le savoir. La direction ne supporterait-elle plus que les salariés puissent comparer leur salaire et leurs augmentations ?

Les voleurs de sommeil

Le service santé organisait une « journée santé » sur le sommeil jeudi dernier dans la Ruche. Au menu : initiation à la micro-sieste à son poste de travail et prévention des troubles du sommeil. En effet, un tiers des salariés se plaignent de troubles du sommeil, et plus de la moitié de manquer de sommeil. En cause : le stress, les journées à rallonge, la surcharge de travail (que l'on ramène chez soi le soir et le week-end), la sur-activité, le culte de la performance...

Car le monde de l'entreprise est de plus en plus anxiogène et dévastateur pour la vie privée et le mental des salariés. Tout ça pour quelques pourcentages de marge opérationnelle de plus. Le remède ? Le réveil des luttes collectives, encore plus efficace que la micro-sieste !

Des robots et des hommes

Il y a un monde entre les belles déclarations de la direction lors de l'inauguration de la nouvelle tôlerie robotisée GPEC (Global Production Engineering Center) du CRP, et la vie qui va avec. Quand il s'agit d'y réaliser la vague VC (Vehicle Check) de la nouvelle Clio, c'est déjà moins champagne et petits fours. Retards d'approvisionnement compliqué par l'absence de magasin sur place, lourdeurs du nouveau logiciel Racine... Pourtant des alertes avaient été données. Mais les grands chefs responsables du projet GPEC sont partis, avec les honneurs et les primes qui vont avec. Aux salariés d'essayer les plâtres maintenant.

Ordonnances : ce n'est pas le code du travail qui est malade

Beaucoup de salariés ont compris que les ordonnances Macron sur le code du travail vont réduire drastiquement leurs droits, leurs protections et celles de leurs proches. Pourtant les entreprises font des bénéfices, et pas seulement au CAC40. Comment empêcher cette régression, que rien ne justifie sinon l'addiction d'une minorité de patrons et d'actionnaires à gagner toujours plus ? Par la lutte collective. Avec la dérèglementation du droit du travail, on a plus à perdre que de rater une réunion ou de se faire mal voir de sa hiérarchie.

CIFRE douleur

Renault refuse de verser la prime de précarité due aux thésards qui ne sont pas embauchés à l'issue de leur contrat CIFRE (Convention Industrielle de Formation par la Recherche), comme pour tous les Contrats à Durée Déterminée (CDD). Pourtant Renault a été condamné par les Prud'hommes en 2011 à verser cette prime à un jeune travaillant sous contrat CIFRE. Cette prime est de 10% de la rémunération perçue par le salarié durant son contrat. De quoi donner envie de ne pas s'asseoir dessus.

Qui sont les casseurs ?

Alors que 157 d'entre eux viennent de recevoir leur lettre de licenciement, les salariés de GM&S continuent de se battre. Et ça ne plaît pas au patron de GMD, qui reprend seulement 120 salariés et menace désormais de mettre la clé sous la porte.

L'équipementier a été sacrifié par Renault et PSA qui sous-traient les licenciements. Quant au gouvernement, il a envoyé les gendarmes mobiles déloger les salariés qui occupaient la préfecture de la Creuse, arrêtant au passage un cinéaste et cassant sa caméra. C'est comme ça que le ministre de l'Industrie, Bruno Le Maire, tient sa promesse faite aux salariés que « *personne ne sera abandonné* ».

Sam suffit pas

Un autre sous-traitant de Renault, Sam Technologies à Viviez (Aveyron), est également en redressement judiciaire. Un repreneur s'est manifesté, Linamar. Mais il ne veut reprendre que la moitié des 450 salariés en CDI et des 170 intérimaires. D'où une forte mobilisation : un premier blocage du site a eu lieu en mai et une manifestation a réuni 5000 personnes à Decazeville le 2 septembre. S'en est suivie la menace d'une rupture des approvisionnements de pièces pour la Clio et la Captur. Elle a au moins eu un effet : faire se déplacer sur place trois représentants de Renault pour négocier avec les délégués des salariés et calmer le jeu.

Un enfumeur qui ne manque pas d'air

Après VW et Renault, c'est PSA qui est pris la main dans le sac de la fraude aux moteurs diesel. Dans un rapport, la répression des fraudes dénonce une « *stratégie globale visant à fabriquer des moteurs frauduleux, puis à les commercialiser* ». Mais selon PSA, si ses moteurs ont deux modes de fonctionnement (un mode LowNox qui abaisse les Nox mais augmente la consommation, et un mode LowCO2 qui réduit la consommation mais augmente beaucoup les NOx), ce n'est pas pour passer les tests d'homologation, mais pour s'adapter à la conduite en ville et sur route de ses clients. Les enquêteurs n'auraient juste « *pas compris* » cette stratégie. On dirait au contraire qu'ils l'ont très bien comprise.